Le carnet de Jeanlouis Cornuz

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1978)**

Heft 447

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

le débat qu'il a sollicité les commentaires de Jean-Pierre Ghelfi, économiste, vice-président du Parti socialiste suisse, et de Claude Torracinta. Si celui-là ouvre le débat sur le plan politique, la position du parti socialiste dans la crise actuelle, celui-ci considère les problèmes sous l'angle du professionnel de la télévision. Et les problèmes soulevés sont nombreux, ils mettent en question aussi bien les partis politiques que la SSR...

Penser romand

La postface de Claude Torracinta souligne les mérites du travail d'Eric Burnand : « La télévision va obliger progressivement les partis politiques à adopter une attitude différente dans leur manière d'envisager leurs rapports avec les citoyens. Ainsi ils vont devoir « penser romand ». En outre, elle prolonge la critique des structures des émissions électorales. Leur atomisation entraîne effectivement le risque du recours aux slogans et aux spots publicitaires. Si les deux émissions « en direct » ont été très appréciées, il paraît indispensable de les compléter par une véritable présentation de chaque parti. Ce qui devrait donner aux téléspectateurs tous les éléments d'informations et les attraits indispensables du spectacle.

Le petit écran est aujourd'hui la principale source d'information de la majorité des citoyens. On imaginait dans les années 60 qu'il allait réduire l'abstentionnisme. En réalité, celui-ci ne fait qu'augmenter. Ses causes sont multiples. Mais il est certain que la TVSR, si elle joue dans une certaine mesure le jeu du spectacle et de la mise en scène de l'information, peut intéresser et mobiliser les citoyens. La politique doit devenir aussi un spectacle. Encore faudra-t-il que les partis politiques, par leurs langages et le choix de leurs vedettes, s'adaptent à cette évolution inéluctable. Même si elles paraissent contraires aux traditions romandes, toutes ces conditions sont nécessaires pour rétablir la communication entre les partis politiques et la population. Les conclusions d'Eric Burnand ne sont peut-être pas aussi nettes sur ce plan, il n'en demeure pas moins qu'elles ouvrent le débat sur le rôle de la télévision et sur son utilisation dans une démocratie.

René Duboux

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

France: avec ces Si...

Maintenant que c'est fini, je puis bien dire que je me réjouis que la gauche, en France, ne l'ait pas emporté (voir aussi en p. 7. Réd.).

Je lis en effet dans le bulletin mensuel de la Banque cantonale vaudoise de janvier 1978 (article « France », p. 16) : « La publication du coût présumable du programme commun de la gauche, de nature à embarrasser les socialistes, et la confrontation télévisée entre MM. Barre et Mitterand, redonnèrent l'espoir en un avenir qui ne paraissait plus aussi inéluctable. (...) L'échec des négociations entre communistes et socialistes au sujet de l'actualisation du programme commun, la scission des radicaux, et des sondages d'opinion réduisant les probabilités de victoire de la gauche, redonnaient confiance aux investisseurs français. »

Et je lis dans « Le Monde » (semaine du 9 au 15 mars, article de Patrice Claude intitulé *La Peur aux trousses*) :

« Un véritable sentiment de terreur s'est répandu cette semaine à la Bourse de Paris (des rumeurs affirmant que la Bourse fermerait ses portes entre les deux tours ont même circulé...), où, dans la crainte d'une victoire de la gauche, les détenteurs d'actions ont procédé à d'importantes liquidations de valeurs françaises. »

Qu'est-ce que ça veut dire, tout ça ?

Ça veut dire que si la gauche avait pris le pouvoir, tout aussitôt, le « capital » effarouché, aurait organisé la fuite des « capitaux ». Et qu'ainsi la gauche se serait trouvée devant trois possibilités :

— Ou bien renoncer au programme commun — aux nationalisations, au SMIC à 2400 francs (c'est-à-dire 960 francs suisses par mois... !) etc. — afin de « rassurer le capital ». C'est-à-dire en d'autres termes que la gauche aurait été amenée à faire la politique de la droite, avec les communistes rentrant dans l'opposition au bout de quelques mois, etc.

— Ou bien appliquer le programme commun. Et alors, non seulement, le « capital » ne se serait pas rassuré, mais les importantes liquidations de valeurs françaises se seraient amplifiées, accélérées, etc. Avec les fermetures d'entreprises, la hausse des prix, le chômage augmenté, etc. Et l'agitation sociale, et les interventions de la police, et la gauche contrainte de mener une politique de répression...

— Ou bien appliquer le programme commun, tout en prenant les mesures nécessaires pour empêcher les capitaux de prendre la fuite (en direction de la Suisse, par exemple : si jolies petites banques, chez nous, discrètes, gentilles et tout), c'est-à-dire contrôle des changes, surveillance douanière, éventuellement cours forcés, etc. C'est-à-dire encore non pas une *dictature,* mais la mise en place d'un système fort autoritaire et liberticide. Or, outre qu'on peut hésiter, trouver néfaste un tel système, on peut se demander aussi si M. Mitterand, par exemple, était bien l'homme d'une telle situation; si les camarades socialistes l'auraient suivi jusqu'au bout — M. Mitterand qui était garde des sceaux au moment de l'affaire Ben Bella, comme M. Peyrefitte l'était au moment de l'affaire Croissant — je me demande ce qu'aurait pensé Voltaire de tout ça; ou plutôt, je ne me le demande pas !

Mais alors, pour nous, qui désirons sinon une révolution, du moins des réformes, une question se pose : comment y parvenir sans que se produise ce qui s'est passé en France, et ce qui se serait passé si...

J.C.